

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 5 MAI 1900.

Proposition de loi apportant des modifications au régime hypothécaire.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

La loi de 1831, qui a fixé notre régime hypothécaire actuel, a réalisé sur l'état ancien des choses de grands progrès, qu'il serait injuste de méconnaître. Les législateurs étrangers s'en sont plus d'une fois inspirés et certains d'entre eux pourraient encore y faire d'utiles emprunts.

Toutefois, à certains points de vue, elle comporte de notables imperfections et, à d'autres, elle appelle de sérieux compléments.

C'est pourquoi souvent une certaine refonte en a été réclamée.

On peut reprocher à notre régime hypothécaire d'organiser une publicité incomplète des actes à faire connaître aux tiers, d'assurer imparfaitement le principe de la spécialisation et de mettre aux mains des conservateurs un mécanisme singulièrement imparfait et suranné.

Cela a été démontré, notamment, au cours de la discussion du budget de la Justice pour l'exercice 1899.

Je ne recommencerais pas cette démonstration.

Je préfère extraire quelques lignes, la résumant justement, d'une excellente étude parue récemment dans la *Revue pratique du notariat* et qui faisait suite à des études remarquables, parues aussi dans cette *Revue*, sous la signature de M. Sterpin.

Les voici :

« Notre régime à nous, c'est le règne de la confusion et de l'incertitude.

» Dans un premier assaut livré, l'an dernier, au Parlement belge, MM. Hoyois et Van Cauwenbergh ont mis cette vérité en pleine lumière.

• • • • •
» Les transmissions par décès, les partages sans soulte, les contrats

de mariage et une foule d'autres actes échappent à la transcription hypothécaire.

» Le mode de spécialité établi par la loi du 16 décembre 1851, et consistant à n'exiger la désignation des biens dans les actes que par leur nature et leur situation, ajoute à ces lacunes des obscurités souvent impénétrables.

» Il s'ensuit que la recherche des titres de propriété et la formation des états de charges sont d'ordinaire hérissées de difficultés insurmontables. Aussi est-il rare qu'on obtienne, à l'aide des seuls documents hypothécaires, des certificats complets.

» Si l'on veut connaître la situation hypothécaire des biens d'un citoyen, il ne suffit pas de désigner le nom de ce dernier. Il faut y joindre les noms des précédents propriétaires pendant les trente dernières années, voire même jusqu'au 1^{er} janvier 1852, à cause des inscriptions légales qui pourraient encore subsister. Et, même à ce prix, il n'est pas certain que le certificat sera complet, car il existe une foule de causes d'éviction qui peuvent entraîner la résolution des contrats et dont les documents hypothécaires ne renferment aucune trace. Ils n'apprennent aux tiers ni les éventualités résolutoires, ni l'incapacité des parties, ni l'indisponibilité des biens, etc., etc.

» Et ce qui augmente encore les difficultés et alourdit triplement la tâche, c'est que les recherches se font dans des tables et des répertoires séculaires, renfermant des milliers de noms, même des centaines de mille, appartenant à des générations disparues. Ceux de la génération présente se mêlent et se confondent à ceux des ancêtres dans un désordre indescriptible, où rien ne permet de distinguer les morts des vivants. »

Mon sentiment, disais-je le 13 mars de cette année à la Chambre, est qu'on arriverait à une amélioration considérable de notre législation actuelle en effectuant un triple emprunt à la législation étrangère : l'un à la loi italienne, pour assurer la simplification des écritures des conservateurs ; un second au régime hollandais, par l'adoption d'un cadastre foncier sur lequel devraient reposer les documents d'ordre personnel ; un troisième, effectué d'une certaine façon au système allemand et tendant à la généralisation de la publicité à donner aux actes constitutifs, transmissifs ou modificatifs de droits réels.

La proposition de loi dont j'ai l'honneur de saisir la Chambre s'inspire largement des législations étrangères susvisées.

La réforme de notre régime hypothécaire étant le préliminaire indispensable de l'organisation, chez nous, d'un bon crédit foncier, de jour en jour plus nécessaire à nos pauvres et vaillants paysans, je me plais à espérer que l'adoption de la présente proposition de loi par la prochaine Législature, après qu'aura été remplie la formalité d'un nouveau dépôt sur le bureau de la Chambre, ne tardera pas.

Jos. HOYOIS.



PROPOSITION DE LOI.

CHAPITRE I^{er}.

Réorganisation du mode et des règles
de la publicité hypothécaire.

SECTION I.

Modification des procédés de publicité.

ARTICLE PREMIER.

Les registres aux transcriptions des actes entre vifs de mutations immobilières et aux inscriptions des privilèges et hypothèques, créés par l'article 124 de la loi du 16 décembre 1851, sont supprimés.

Ils sont remplacés par le dépôt dans les archives du bureau de la conservation des hypothèques de la situation des biens :

1° de l'expédition littérale des actes et jugements admis ou soumis à la publicité hypothécaire ;

2° des mémoires de transfert dont la forme et l'objet sont réglés par l'article 2 de la présente loi ;

3° des bordereaux prévus aux articles 83 et 89 de la loi du 16 décembre 1851, dressés, certifiés conformes et signés par les notaires lorsqu'ils ont pour objet une hypothèque conventionnelle et par les représentants des béné-

EERSTE HOOFDSTUK.

Herinrichting van de wijze
en de regelen der hypothecaire
openbare bekendheid.

EERSTE AFDEELING.

*Verandering van de wijze van
openbare bekendheid.*

EERSTE ARTIKEL.

De registers bij artikel 124 der wet van 16 December 1851 ingevoerd voor overschrijving van de akten onder de levenden, overgang van onroerende goederen en inschrijving van voorrechten en hypotheeken, worden afgeschaft.

Zij worden vervangen door het neerleggen, in het archief van het hypotheek-kantoor binnen het gebied waarvan de goederen gelegen zijn :

1° van het letterlijk afschrift der akten en vonnissen die tot hypothecaire openbare bekendheid zijn toegelaten of daaraan zijn onderworpen ;

2° van de memorialen van overdracht, waarvan vorm en voorwerp bij artikel 2 van deze wet worden geregeld ;

3° van de bordereelen, voorzien bij de artikelen 83 en 89 der wet van 16 December 1851 en opgemaakt, vooreensluitend verklaard en ondertekend door de notarissen, wanneer zij eene hypotheek betreffen, berustende op eene

ficiaires lorsqu'ils ont pour objet une hypothèque ou un privilège légal.

ART. 2.

L'officier public chargé de requérir la publicité hypothécaire dresse, pour être déposé dans les archives hypothécaires simultanément avec l'expédition du titre translatif ou déclaratif donnant lieu à la conservation d'un privilège immobilier ou à la prénotation d'une action résolutoire réservée, un mémorial de transfert.

Par son annotation au livre analytique, ce mémorial tient lieu de l'inscription d'office actuellement prescrite par l'article 35 de la loi du 16 décembre 1851.

Il énonce le nom du notaire instrumentant ou l'indication du tribunal qui a statué; la date et la nature de l'acte; les nom, prénoms, profession et domicile des parties et des bailleurs de fonds; le lieu et la date de leur naissance; le domicile élu dans l'arrondissement par la partie créancière; la stipulation de voie parée, le cas échéant; le montant des sommes privilégiées restant à payer; le taux et le point de départ des intérêts à courir; le terme d'exigibilité et la désignation cadastrale des biens transmis affectés du privilège.

S'il y a lieu, il énonce également le montant des sommes fixes stipulées à titre de garantie pour les cas d'éviction prévus à l'article 27, n°s 2 et 4 de la loi du 16 décembre 1851, ainsi que les actions résolutoires opérant rétroactivement, qui auraient été réservées par l'aliénateur, et celles visées au second alinéa de l'article 2 de la présente loi.

overeenkomst, en door de vertegenwoordigers van hen ten wier voordeele zij bestaan, wanneer zij eene wettige hypotheek of een wettig voorrecht betreffen.

ART. 2.

Door den openbaren ambtenaar, die gelast is de hypotheecaire openbaarheid te vorderen, wordt, om in het hypotheecaire archief te worden neergelegd, te gelijker tijd als het afschrift van den titel van overdracht of verklaring, die aanleiding geeft tot bewaring van een voorrecht op een onroerend goed of tot vóór-aanteekening van eenen voorbehouden eisch tot vernietiging, een memoriaal van overdracht gehouden.

Door zijne aanteekening op het analytisch register, vervangt dit memoriaal de ambtshalve genomen inschrijving, die thans is voorgeschreven door artikel 35 der wet van 16 December 1851.

Het vermeldt den naam van den notaris voor wien de akte werd verleden of de rechtbank die uitspraak deed; de dagteekeningen den aard der akte; den naam, de voornamen, het bedrijf en de wettige woonplaats der partijen en der geldschietters; de plaats en de dagteekening van hunne geboorte; de woonplaats in het arrondissement gekozen door de partij die de schuld te vorderen heeft; bij voorkomend geval, het beding van dadelijke uitwinning; het bedrag van de nog te betalen bevoorrechte sommen; het bedrag der interesten en den dag van welken deze beginnen te loopen; den termijn gesteld voor de invorderbaarheid en de kadastrale aanwijzing van de overgedragen goederen waarop het voorrecht drukt.

Indien er aanleiding toe bestaat, vermeldt het insgelijks het bedrag van de vaste sommen die als waarborg zijn bepaald voor de gevallen van uitwinning voorzien bij artikel 27, nummers 2 en 4 der wet van 16 December 1851, alsmede de eischen tot vernietiging met terugwerkende kracht, die mochten voorbehouden zijn door den vervreemder

en degene bedoeld bij de tweede alinea van artikel 22 van deze wet.

ART. 3.

Lorsque les biens grevés sont situés sur le territoire de différentes communes, ils doivent être groupés par commune dans les mémoires et bordereaux d'inscription.

ART. 4.

Les bordereaux d'inscription d'hypothèques et de privilèges légaux énoncent les dispositions des lois particulières qui les établissent.

ART. 5.

Les expéditions d'actes et de jugements déposées à fin de publicité, les bordereaux d'inscription et les mémoires de transfert sont écrits sur des formules non timbrées, d'un modèle et d'un format respectivement uniformes, et reliés par séries ou quantités à déterminer par arrêté royal.

Ces formules contiennent des marges, identiques à celles ménagées dans les registres actuels de transcription et d'inscription, destinées à recevoir :

1° la mention des demandes en résolution opérant avec ou sans effet rétroactif;

2° les décisions judiciaires coulées en force de chose jugée intervenues en suite de ces demandes;

3° les mentions de radiation ou de subrogation;

4° les déclarations de changement de domicile élu.

Elles comportent aussi une colonne où sont indiqués, parcelle par parcelle, la

ART. 3.

Zijn de belaste goederen gelegen op het grondgebied van verschillende gemeenten, dan moeten zij, in de memorialen en bordereelen van inschrijving, per gemeentegroepsgewijze worden vereenigd.

ART. 4.

De inschrijvingsbordereelen van wettige hypotheken en voerrechten vermelden de bepalingen van de bijzondere wetten waardoor ze worden gevestigd.

ART. 5.

De tot bekendmaking neergelegde afschriften van akten en vonnissen, de bordereelen van inschrijving en de memorialen van overdracht worden geschreven op ongezegelde formules, respectievelijk gelijk van model en formaat en ingebonden bij reeksen of hoeveelheden, te bepalen bij koninklijk besluit.

Op deze formules zijn randen, volkomen gelijk aan diegene van de thans gebruikte registers van overschrijving en inschrijving en bestemd voor :

1° de vermelding van de aanvragen tot vernietiging met of zonder terugwerkende kracht;

2° de gerechtelijke beslissingen, in kracht van gewijsde gegaan, die op deze aanvragen zijn gevolgd;

3° de vermeldingen van doorhaling of van subrogatie;

4° de verklaringen betreffende de verandering van gekozen woonplaats.

Zij behelzen insgelijks eene kolom, waarin, voor elk perceel afzonderlijk,

section et le numéro du cadastre, juste en regard de la description des biens.

ART. 6.

Les mentions marginales qui, faute de place, ne pourraient être faites en marge des documents actuellement existants ou de ceux à déposer en exécution de la présente loi sont portées, sur papier non timbré, à un registre exclusivement destiné à les recevoir.

ART. 7.

Le double des mémoires de transfert et des bordereaux d'inscription est remis aux parties émargé, par les soins du conservateur, de la mention de leur inscription au registre de dépôt et de celle de leur annotation au livre analytique créé par l'article 8 de la présente loi.

ART. 8.

Le répertoire prescrit par l'article 18 de la loi du 21 ventôse an VII et maintenu par l'article 125 de la loi du 16 décembre 1851 est remplacé par un livre analytique de tous les titres soumis ou admis à la publicité hypothécaire.

Sur les feuillets de ce livre, affectés respectivement à chacun des propriétaires de biens situés dans le ressort du bureau, tous les titres et actes déposés à fin de publicité sont l'objet d'une analyse succincte portant sur leurs éléments essentiels.

Les inscriptions de privilèges et d'hypothèques sont analysées tant au feuillet

juist tegenover de beschrijving der goederen, sectie en nummer van het kadaster worden aangeduid.

ART. 6.

Kantvermeldingen die, wegens plaatsgebrek, niet kunnen aangebracht worden op den rand van de thans bestaande oorkonden of op de oorkonden die dienen neergelegd in uitvoering van deze wet, worden, op ongezegeld papier, geschreven in een register daartoe uitsluitend stemd.

ART. 7.

Het dubbel van de memorialen van overdracht en van de bordereelen van inschrijving wordt aan partijen ter hand gesteld, met aantekening op den rand, door den hypotheekbewaarder, van de vermelding hunner inschrijving op het register van nederlegging ter hypotheek, benevens die van hunne aantekening in het analytisch register dat bij artikel 8 van deze wet wordt ingevoerd.

ART. 8.

Het repertorium, voorgeschreven bij artikel 18 der wet van 21 ventose jaar VII en behouden door artikel 125 der wet van 16 December 1851, wordt vervangen door een register waarin de korte inhoud wordt beschreven van alle titels die onderworpen zijn aan hypothecaire openbaarheid of tot deze zijn toegelaten.

Op de bladen van dit register, die respectievelijk zijn bestemd voor elk der eigenaars van goederen gelegen binnen het gebied van het kantoor, worden alle titels en akten, tot bekendmaking neergelegd, beknopt samengevat ten aanzien van hunnen hoofdinhoud.

De inschrijvingen van voorrechten en hypotheeken worden beknopt samengevat

matricule du créancier qu'à celui du débiteur.

Le livre analytique rappelle la mention d'inscription au registre de dépôt, le volume et le numéro de classement des pièces déposées dans les archives, et mentionne la référence à l'article du cadastre foncier visé à l'article 31.

L'annotation d'un titre d'acquisition entre vifs ou par décès au feuillet analytique du nouveau propriétaire rappelle succinctement, d'après les indications que doivent en contenir les titres de transfert soumis à la publicité, les charges ou éventualités résolutoires dont le bien transmis est grevé du chef des précédents propriétaires.

ART. 9.

Il est délivré d'office à tout propriétaire inscrit au livre analytique, en guise de certificat de titre, un double de son feuillet matricule, portant le sceau du conservateur.

A partir de l'inspection du procès-verbal d'immatriculation prescrite à l'article 33, les annotations figurant à ce certificat de titre, signées séparément par le conservateur, font foi à l'égard des tiers de leur existence au livre analytique.

ART. 10.

Toute pièce déposée pour être soumise à la publicité hypothécaire doit être accompagnée du certificat de titre.

Les annotations nouvelles sont faites simultanément sur le certificat de titre et sur le feuillet matricule du livre analytique.

S'il s'agit d'annotations à opérer au

zoowel op het naamblad van den schuldeischer als op dit van den schuldenaar.

Het analytisch register duidt aan de melding van inschrijving in het register van nederlegging, benevens het boekdeel en het nummer van rangschikking der stukken berustende in het archief, en vermeldt de verwijzing naar het artikel van het grondkadaster, waarvan sprake in artikel 31.

De aanteekening van een titel van eigendoms, verkrijging onder de levenden of bij overlijden, op het analytisch blad van den nieuwen eigenaar, vermeldt, beknoptelijk, naar de aanduidingen die daaromtrent moeten staan in de aan openbare bekendheid onderworpen titels van overdracht, de lasten of mogelijke gevallen van vernietiging waarmede het overgedragen goed bezwaard blijft uit hoofde van de vorige eigenaars.

ART. 9.

Ambtshalve wordt aan elken eigenaar, die in het analytisch register is ingeschreven, als getuigschrift van titel, een dubbel afgeleverd van zijn naambblad, voorzien van het zegel van den hypotheekbewaarder.

Te rekenen van de inschrijving van het proces-verbaal van teboekstelling, bij artikel 33 bevolen, leveren de aanteekeningen, op dat getuigschrift van titel voorkomende en afzonderlijk ondertekend door den hypotheekbewaarder, bewijs op tegenover derden van haar bestaan in het analytisch register.

ART. 10.

Bij elk stuk, dat tot hypothecaire bekendmaking wordt neergelegd, moet het getuigschrift van titel gevoegd zijn.

De nieuwe aanteekeningen worden te gelijker tijd gedaan op het getuigschrift van titel en op het naambblad van het analytisch register.

Betreft het aanteekeningen, die zonder

feuillet matricule sans le consentement de son bénéficiaire, notamment celles visant les exploits de saisie et les inscriptions d'hypothèques légales, le conservateur informe, par lettre recommandée d'office, ce bénéficiaire qu'aucune admission à la publicité hypothécaire n'aura plus lieu à son profit aussi longtemps que la concordance entre son certificat de titre et son feuillet matricule n'aura pas été rétablie.

ART. 11.

Aucun titre transmissif, déclaratif ou constitutif de droit réel immobilier n'est admis à la publicité aussi longtemps que le titre antérieur n'a pas été lui-même rendu public, à l'exception des cessions de droits successifs, qui peuvent être mentionnées au feuillet matricule du défunt avant le dépôt de la déclaration d'héritiers prescrite à l'article 14, mais seulement en forme de prénotations conservatoires.

SECTION II.

Modification des règles de publicité.

ART. 12.

Doivent être soumis à la publicité hypothécaire :

1° Tous jugements passés en force de chose jugée et tous actes entre vifs, authentiques ou sous seing privé reconnus soit en justice soit devant notaire, ayant pour effet de constituer, transmettre, déterminer, déclarer, modifier ou éteindre un droit réel immobilier ;

2° Les mutations par décès de droits réels immobiliers ;

3° tous actes et jugements passés en force de chose jugée ayant pour effet

de machtiging van een persoon op zijn naamblad moeten gedaan worden, inzonderheid degene die betrekking hebben op de exploitatie van inbeslagneming en de inschrijvingen van wettige hypotheek, dan brengt de hypotheekbewaarder, bij ambtshalve aangeteekenden brief, ter kennis van bedoelden persoon dat, te zijnen voordeele, geene hypotheecaire openbare bekendheid meer zal worden toegestaan, zoolang er geene overeenstemming bestaat tusschen zijn getuigschrift van titel en zijn naamblad.

ART. 11.

Geen titel van overdracht, verklaring of vestiging van zakelijk recht op onroerend goed, wordt tot de openbare bekendheid toegelaten zoolang de vorige titel zelf niet openbaar werd gemaakt, uitgezonderd wanneer het den afstand betreft van erfrechten, die, vóór het neerleggen van de aangifte van erfgenamen, bij artikel 14 bevolen, mogen vermeld worden op het naamblad van den overlevende, doch enkel onder den vorm van vrijwarende vóór-aanteekeningen.

AFDEELING II.

Wijziging in de regelen der openbare bekendheid.

ART. 12.

Moeten aan de hypotheecaire openbare bekendheid onderworpen worden :

1° Elk vonnis dat in kracht van gewijsde is gegaan en elke authentieke akte of onderhandsche akte onder de levenden erkend hetzij in rechte, hetzij voor notaris, die voor gevolg hebben een op onroerend goed zakelijk recht te vestigen, over te dragen, vast te stellen, te verklaren, te wijzigen of te niet te doen ;

2° De overgang, bij overlijden, van zakelijke rechten op onroerend goed ;

soit de supprimer ou de restreindre la capacité des propriétaires dans l'exercice de leurs droits d'administration ou de disposition, soit de suspendre la disponibilité ou l'aliénabilité des biens ;

4^o les jugemens de déclaration d'absence, les envois en possession provisoire et les envois en possession définitive des biens des absents, à annoter à leur feuillet analytique en attendant le partage prévu à l'article 129 du Code civil

ART. 13.

La publicité à donner aux contrats de mariage visés à l'article précédent ne s'étend pas au détail des apports mobiliers ou incorporels.

Il est satisfait au vœu de la loi par le dépôt d'un extrait littéral contenant toutes les stipulations relatives aux apports immobiliers et à la garantie de l'hypothèque légale de la femme, les clauses limitatives ou restrictives de capacité et celles réglant le régime matrimonial adopté.

Cet extrait, signé et certifié conforme par le notaire rédacteur du contrat, énonce toutes les indications concernant l'identité des parties contractantes et des biens.

ART. 14.

En cas d'ouverture d'une succession comportant un ou plusieurs immeubles, une ou plusieurs créances soit hypothécaires soit privilégiées sur immeuble, les héritiers sont tenus de faire dresser devant notaire, endéans les délais fixés par

3^o Elke akte en elk vonnis, in kracht van gewijsde gegaan, die voor gevolg hebben, hetzij de bevoegdheid van de eigenaars in de uitoefening hunner rechten van beheer of van beschikking te doen ophouden of te beperken, hetzij de beschikbaarheid of de vervreemdbaarheid der goederen te schorsen;

4^o Devonnissen houdende verklaring van afwezigheid, de voorloopige inbezitstellingen en de vaste inbezitstellingen van de goederen der afwezigen, die op dezer analytisch blad dienen aangeteekend in afwachting dat er worde overgegaan tot de verdeeling, voorzien bij artikel 129 van het Burgerlijk Wetboek.

ART. 13.

De openbare bekendheid, die moet gegeven worden aan de huwelijkscontracten, bij het vorig artikel bedoeld, strekt zich niet uit tot de omstandige opgave van roerenden of onroerenden inbreng.

Aan de vereischen der wet is voldaan door het neerleggen van een letterlijk uittreksel, houdende al de bepalingen betreffende de ingebrachte onroerende goederen en den waarborg van de wetlige hypotheek der vrouw, de bedingen die de bevoegdheid bepalen of beperken en degene waarbij het aangenomen huwelijksstelsel wordt geregeld.

In dat uittreksel, onderteekeend en voor eensluidend verklaard door den notaris die het contract heeft opgemaakt, worden al de opgaven vermeld betreffende de identiteit van de contracteerende partijen en van de goederen.

ART. 14.

Bij het openvallen eener nalatenschap, die een of verscheidene onroerende goederen, eene of verscheidene hetzij hypothecaire, hetzij op onroerend goed bevoorrechte schuldvorderingen bevat, zijn de erfgenamen gehouden binnendientijd door

les lois fiscales, à peine d'une amende de dix francs par jour de retard, une déclaration indiquant : 1° leurs nom, prénoms, profession et domicile ; 2° ce qui revient tant à eux-mêmes que, éventuellement, aux légataires à titre universel ou particulier dans ces immeubles ou créances.

Cette déclaration comprend aussi, le cas échéant, la désignation des immeubles à rapporter en nature, en exécution de l'article 859 du Code civil.

ART. 15.

En cas d'institution universelle, la déclaration d'héritiers est remplacée par le dépôt, à effectuer par le légataire universel, d'une expédition de l'acte authentique de dernière volonté.

Si le testament est olographe ou mystique, l'expédition doit être revêtue, à la diligence du notaire dépositaire, de la mention de l'accomplissement des formalités prévues aux articles 1007 et 1008 du Code civil.

Le détail cadastral des immeubles délaissés doit être indiqué à la suite des expéditions de tous actes de dernière volonté, s'il ne figure pas dans le corps même de ceux-ci.

ART. 16.

L'extrait de décès du *de cuius* et les extraits de naissance des héritiers et des légataires doivent être transcrits littéralement à la suite de la déclaration d'héritiers ou de l'expédition de l'acte de dernière volonté.

de fiscale wetten bepaald, op straffe eener geldboete van 10 frank voor elken dag vertraging, door eenen notaris eene aangifte te doen opmaken, vermeldende :

1° hunnen naam, hunne voornamen, hun bedrijven hunne wettige woonplaats ;

2° het aandeel dat aan henzelf en, bij voorkomend geval, aan de legatarissen onder eenen algemeenen of onder eenen bijzonderen titel toekomt in die onroerende goederen of schuldvoorwaarden.

In deze aangifte worden ook, zoo noodig, vermeld, de onroerende goederen, die, krachtens artikel 859 van het Burgerlijk Wetboek, in natura moeten teruggebracht worden.

ART. 15.

Ingeval van algemeene uiterste wilsbeschikking, wordt de aangifte van erfgenamen vervangen door het neerleggen van een afschrift der authentieke akte van uitersten wil en met deze nederlegging wordt de algemeene legataris belast.

Geldt het een eigenhandig of een geheim testament, dan moet het afschrift, ter benaastiging van den notaris die het testament in bewaring houdt, vermelden dat de formaliteiten, voorzien bij de artikelen 1007 en 1008 van het Burgerlijk Wetboek, vervuld werden.

De omstandige kadastrale opgave van de nagelaten onroerende goederen moet voorkomen achteraan het afschrift van elke akte van uitersten wil, indien zij in deze akte zelve niet voorkomt.

ART. 16.

Het uittreksel uit de akte van overlijden van den *de cuius* en de uittreksels uit de akte van geboorte der erfgenamen en der legatarissen moeten letterlijk overgeschreven worden achteraan de aangifte van erfgenamen of het afschrift der akte van uitersten wil.

ART. 17.

A défaut par les héritiers ou légataires universels de se conformer au prescrit des articles 14 et 15, les cessionnaires, s'il y en a, sont tenus d'y satisfaire, en-deans le même délai, en lieu et place de leurs cédants.

ART. 18.

Si l'actif délaissé comprend des biens situés dans plusieurs arrondissements, la déclaration ou l'extrait de l'acte de dernière volonté à déposer chez le conservateur de chacun de ces arrondissements ne doit porter que sur les biens situés dans son ressort.

ART. 19.

La prescription accomplie contre un propriétaire inscrit au livre analytique n'a aucun effet à l'égard des tiers aussi longtemps que le jugement passé en force jugée ou l'acte, soit authentique soit sous seing privé reconnu en justice ou devant notaire, la constatant, n'a pas été publié comme il est dit à l'article premier. Jusque-là elle ne donne ouverture qu'à une action tendant à la faire constater.

Le présent article n'est pas applicable à la prescription de l'action en pétition d'hérédité inscrite à l'article 157 du Code civil au profit de l'absent.

ART. 20.

La stipulation d'une condition suspensive ou résolutoire figurant dans un acte transmissif ou déclaratif de droits réels immobiliers doit être spécialement mentionnée au feuillet analytique de chacune des parties.

La réalisation de la condition est constatée par les parties dans une déclara-

ART. 17.

Wanneer de erfgenamen of algemeene legatarissen de voorschriften van de artikelen 14 en 15 niet nakomen, moeten de overnemers, zoo er zijn, daaraan voldoen, binnen denzelfden tijd, voor en in de plaats van hen die afstand deden.

ART. 18.

Bevat het nagelaten actief goederen, die in verschillende arrondissementen zijn gelegen, dan spreekt de aangifte of het uittreksel uit de akte van uitersten wil, bij den bewaarder in elk dezer arrondissementen neer te leggen, enkel van de binnen zijn gebied gelegen goederen.

ART. 19.

De verjaring verworven tegen een op het analytisch register ingeschreven eigenaar geldt niet tegenover derden, zooiang het vonnis, in kracht van gewijsde gegaan, of de hetzij authentieke akte, hetzij onderhandsche erkend in rechte of voor notaris, die ze vaststelt, niet openbaar werd gemaakt naar luid van het eerste artikel. Tot daartoe geeft ze slechts aanleiding tot eene rechtsvordering strekkende tot vaststelling daarvan.

Dit artikel is niet van toepassing op de verjaring van de erfrechtsaanvraag, door artikel 157 van het Burgerlijk Wetboek ten voordeele van den afwezige verleend.

ART. 20.

De bepaling van eene opschortende of ontbindende voorwaarde, voorkomende in eene akte van overdracht of verklaring van zakelijke rechten op onroerend goed moet afzonderlijk vermeld worden op het analytisch blad van elke der partijen.

Partijen stellen de vervulling van de voorwaarde vast door eene, hetzij authen-

ration, soit authentique soit sous seing privé dûment reconnue, ou, à défaut de cette déclaration, par un jugement rendu à la requête de la partie la plus diligente.

Annotation de cette déclaration ou de ce jugement est faite aux mêmes feuillets. Jusqu'à ce que cette formalité soit accomplie, la réalisation de la condition est considérée comme non avenue au regard des tiers.

ART. 21.

Les jugements passés en force jugée et les actes entre vifs, authentiques ou sous seing privé reconnus en justice ou devant notaire, visés au paragraphe 1^{er} de l'article 12 n'ont aucun effet, même entre parties, aussi longtemps qu'ils n'ont pas été soumis à la publicité prescrite par cet article.

Les conventions verbales ou sous seing privé ayant pour objet des droits réels immobiliers n'ont d'autre effet que d'ouvrir aux parties, s'il y a lieu, l'action en reconnaissance devant notaire ou en justice.

ART. 22.

L'action en résolution opérant avec effet rétroactif n'est opposable aux tiers qui auraient contracté de bonne foi, avant qu'elle ne soit intentée, que si elle a été formellement réservée dans l'acte soumis à la publicité hypothécaire.

Toutefois, cette disposition ne s'applique pas à l'action en réduction des libéralités excédant la quotité disponible ni à l'action en révocation des libéralités pour cause de survenance d'enfant, lesquelles sont réputées réservées de plein droit et annotées d'office, comme telles, au livre analytique.

tieke, hetzij behoorlijk erkende onderhandsche aangifte, of, bij gebrek aan deze aangifte, door een vonnis, gewezen op het verzoek van de eerst vorderende partij.

Deze aangifte of dit vonnis wordt op dezelfde bladen aangeteekend. Totdat deze formaliteit geschiedde, wordt de vervulling van de voorwaarde beschouwd als niet bestaande tegenover derden.

ART. 21.

De vonnissen, die in kracht van gewijsde zijn gegaan, en de akten onder de levenden, authentieke akten of onderhandsche erkend in rechte of voor notaris, bij paragraaf 1 van artikel 12 bedoeld, zijn hoegenaamd niet geldend, zelfs onder partijen, zoolang zij niet openbaar werden gemaakt naar luid van dat artikel.

De mondelinge of onderhandsche overeenkomsten, die zakelijke rechten op onroerend goed betreffen, hebben geene andere uitwerking dan aan partijen, zoo daartoe aanleiding bestaat, het recht te geven tot het instellen van een eisch tot erkenning voor notaris of in rechte.

ART. 22.

De rechtsvordering tot vernietiging met terugwerkende kracht kan aan derden, die zich te goeder trouw verbonden vooraleer zij werd ingesteld, niet tegengesteld worden, tenzij die rechtsvordering uitdrukkelijk werd voorbehouden in de akte onderworpen aan hypothecaire openbare bekendheid.

Deze bepaling is echter niet van toepassing op de rechtsvordering tot vermindering van de schenkingen die het beschikbaar gedeelte te boven gaan, noch op de actie tot herroeping van de schenkingen wegens tusschenkomende geboorte van kinderen; deze eischen worden beschouwd als van rechtswege voorbehou-

A l'exception de celles relatives aux deux actions prévues à l'alinéa précédent, les prénotations vicées au présent article se périment par l'expiration d'un délai de trois ans.

Néanmoins, pendant tout le temps accordé par la loi civile pour l'exercice des actions résolutoires, les prénotations les concernant sont indéfiniment renouvelables, sur production d'une ordonnance rendue sur requête par le président du tribunal de première instance de la situation des biens, mais sans préjudice aux droits acquis par les tiers dans l'intervalle de la péremption au renouvellement.

ART. 23.

Aucune demande tendant à l'exercice de l'action paulienne et concernant un acte soumis à la publicité hypothécaire n'est reçue devant les tribunaux qu'après avoir été inscrite en marge de l'acte qu'elle vise et annotée au livre analytique, le tout sur le vu d'une ordonnance rendue comme il est dit à l'article précédent.

ART. 24.

Sur le vu de la déclaration d'héritiers ou de l'expédition du testament instituant un légataire universel, le conservateur fait d'office au feuillet analytique du défunt une prénotation qui conserve, sans qu'aucune spécification détaillée soit nécessaire :

1° durant un délai de vingt mois à dater du décès, le privilège établi au profit du Trésor par l'article 3 de la loi

den en, als dusdanig, ambtshalve ingeschreven in het analytisch register.

De vóór-aanteekeningen, in dit artikel bedoeld, ter uitzondering van degene betreffende de twee eischen bij de vorige alinea voorzien, vervallen na verloop van eenen termijn van drie jaar.

Echter kunnen, gedurende geheel den tijd door de burgerlijke wet toegekend voor het instellen van rechtsvorderingen tot vernietiging, de daarop betrekking hebbende vóór-aanteekeningen onbepaald vernieuwd worden op overlegging van een bevel, verleend op request, door den voorzitter der rechtbank van eersten aanleg binnen welker gebied de goederen gelegen zijn, doch onverminderd de rechten door derden verworven in den tijd tusschen het vervallen van de vóór-aanteekening en de vernieuwing.

ART. 23.

Geen eisch gegrond op bedrieglijke verkorting der rechten van den schuldeischer en betreffende eene akte onderworpen aan de hypothecaire openbare bekendheid, is voor de rechtbanken ontvankelijk dan nadat hij werd ingeschreven op den rand der akte bij den eisch bedoeld, en aangeteekend op het analytisch register, dit alles op vertoon van een bevel, verleend zooals bij het vorig artikel is bepaald.

ART. 24.

Op vertoon van de aangifte van erfgenamen of van het afschrift van het testament, waarbij een algemeene legataris wordt-aangesteld, doet de bewaarder ambtshalve eene vóór-aanteekening op het analytisch blad van den overledene, krachtens welke, zonder dateene omstandige uitcenzetting noodig zij, wordt behouden :

1° gedurende eenen tijd van twintig maanden, te rekenen van den dag van het overlijden, het voorrecht bestaande ten

du 27 décembre 1817 pour sûreté des droits de succession ;

2° durant un délai de six mois, l'action en séparation des patrimoines, sans préjudice aux dispositions et au délai de l'article 39 de la loi du 16 décembre 1851 ;

3° durant un terme de trois ans :

a. l'action en nullité des aliénations et hypothèques consenties par l'héritier ou le légataire apparent ;

b. l'action en revendication des héritiers ou légataires indûment évincés ou écartés et, le cas échéant, l'action en pétition d'hérédité inscrite au profit de l'absent à l'article 137 du Code civil ;

c. l'action en réduction des libéralités testamentaires ou entre vifs excédant la quotité disponible.

La prénotation visée au n° 3° est renouvelable, chaque fois pour un délai de trois ans, sur production d'une ordonnance rendue sur requête par le président du tribunal civil du domicile du *de cuius*, mais sans préjudice aux droits acquis par des tiers dans l'intervalle de la péremption au renouvellement.

ART. 25.

La publicité facultative des baux excédant neuf années ou renfermant quittance d'au moins trois années de loyer, en vue de les rendre opposables aux tiers, reste régie par les dispositions y relatives contenues à l'article premier de la loi du 16 décembre 1851.

Le contrat d'antichrèse, quelle que soit sa durée, est également admis à

voordeele van de Schatkist krachtens artikel 3 der wet van 27 December 1817 tot zekerheid van de successierechten ;

2° gedurende eenen tijd van zes maanden, de rechtsvordering tot scheiding der boedels, onverminderd de bepalingen van artikel 39 der wet van 16 December 1851 en den termijn bij dit artikel voorzien ;

3° Gedurende eenen tijd van drie jaar :

a) de rechtsvordering tot nietigverklaring van de vervreemdingen en hypotheken verleend door den schijnbaren erfgenaam of legataris ;

b) de eisch tot terugvordering ingesteld door de ten onrechte uitgewonnen of afgewezen erfgenamen of legatarissen en, bij voorkomend geval, de erfrechtsaanvraag ten voordeele van den afwezige voorzien bij artikel 137 van het Burgerlijk Wetboek ;

c) de eisch tot vermindering van de schenkingen, gedaan bij testament of bij akte onder de levenden, die het beschikbaar gedeelte te boven gaan.

De vóór-aanteekening, voorzien bij n° 3, kan telkenmale worden vernieuwd voor eenen tijd van drie jaar, op overlegging van een bevel, verleend op request door den voorzitter van de burgerlijke rechtbank der wettige woonplaats van den *de cuius*, doch onverminderd de rechten door derden verworven in den tijd tusschen het vervallen van de vóór-aanteekening en de vernieuwing.

ART. 25.

De facultatieve bekendmaking van de huurcedels die negen jaar te boven gaan of waarin kwijting wordt gegeven voor ten minste drie jaar huur, opdat men ze aan derden kunne tegenstellen, valt, zooals vroeger, onder de toepassing van de daarop betrekking hebbende bepalingen, vermeld in artikel 1 der wet van 16 December 1851.

Het contract van genotspand wordt, welke ook zijn duur zij, tot de faculta-

la publicité facultative, à l'effet d'être opposable aux tiers.

ART. 26.

Les procurations visées aux articles 2 et 76 de la loi du 16 décembre 1831 doivent être transcrites, par l'officier public qui délivre l'expédition des actes auxquels elles se rapportent, à la suite de celle-ci.

ART. 27.

Toute pièce déposée, en vue d'en assurer la publicité hypothécaire, par un officier public, doit être revêtue du sceau constatant la qualité du déposant.

ART. 28.

Par dérogation aux articles 37 et 90 de la loi du 16 décembre 1831, et sans préjudice aux dispositions extinctives de l'article 108 de la même loi, toutes les inscriptions d'hypothèques conventionnelles ou légales et de privilèges conservent leur effet pendant trente ans sans renouvellement.

L'inscription des hypothèques légales est renouvelable, s'il y a lieu, de trente en trente ans, par les soins des conservateurs.

Pour l'exécution des dispositions qui précèdent, les conservateurs dressent, par ordre chronologique, sur un registre à ce destiné, le relevé des hypothèques légales autres que celles établies au profit des mineurs.

ART. 29.

L'admission à la publicité hypothé-

caire, à l'effet d'être opposable aux tiers, est laissée à l'appréciation des conservateurs, à moins qu'elle ne soit prescrite par la loi.

ART. 26.

De volmachten, voorzien bij de artikelen 2 en 76 der wet van 16 December 1831, moeten worden overgeschreven door den openbaren ambtenaar die het afschrift aflevert van de akten, waarop zij betrekking hebben, als vervolg op dit afschrift.

ART. 27.

Elk stuk, dat door een openbaren ambtenaar wordt nedergelegd om er de hypothecaire openbare bekendheid van te verzekeren, moet bekleed zijn met het zegel, waaruit blijkt de hoedanigheid van hem die dat stuk heeft neergelegd.

ART. 28.

In afwijking van de artikelen 37 en 90 der wet van 16 December 1831, en onverminderd de vernietigende bepalingen van artikel 108 derzelfde wet, blijft elke inschrijving van hypotheek, berustende op eene overeenkomst, of van wettige hypotheeken en van voorrechten, hare kracht behouden gedurende dertig jaar, zonder vernieuwing.

De inschrijving der wettige hypotheeken kan, zoo daartoe reden bestaat, vernieuwd worden, van dertig tot dertig jaar, door de zorg van de bewaarders.

Tot uitvoering van bovenstaande bepalingen wordt door de bewaarders, naar tijdsorde, op een daartoe bestemd register, de lijst opgemaakt van de wettige hypotheeken andere dan die gevestigd ten voordeele der minderjarigen.

ART. 29.

De toelating tot de hypothecaire open-

caire des actes constitutifs d'hypothèques consenties en pays étrangers sur des biens situés en Belgique est surbordonnée au principe de la réciprocité internationale.

ART. 30.

Les titres conventionnels et les bordereaux d'inscription d'hypothèques et de privilèges sont, avant leur admission à la publicité, contrôlés par le conservateur relativement au titre antérieur, aux désignations cadastrales, à la capacité de l'aliénateur, à la disponibilité et à l'aliénabilité des biens qu'ils visent.

Les déclarations d'héritiers et les expéditions d'actes de dernière volonté le sont, en outre, au point de vue des droits y attribués aux héritiers et légataires.

SECTION III.

Mesures propres à assurer l'identification des parties et celle des biens transmis ou grevés. — Dispositions de sanction.

ART. 31.

Dans chaque conservation d'hypothèques il sera créé un cadastre foncier, avec lequel le livre analytique sera maintenu en concordance sous la direction du conservateur.

A partir de l'immatriculation dont il est parlé aux articles 33 et 34, un croquis parcellaire et un procès-verbal de délimitation ou de bornage devront être déposés en même temps que tout titre opérant un changement de délimitation.

bare bekendheid van de akten tot vestiging van hypotheeken, in het buitenland toegestaan op goederen in België gelegen, wordt ondergeschikt gemaakt aan het beginsel van internationale wederkeerigheid.

ART. 30.

De titels op overeenkomst berustende en de bordereelen van inschrijving van hypotheeken en voorrechten worden, voor dat ze tot openbare bekendheid zijn toegelaten, nagezien door den bewaarder, wat betreft den vorigen titel, de kadastrale opgaven, de bevoegheid van den verkooper, de beschikbaarheid en de vervreemdbaarheid van de daarbij bedoelde goederen.

De aangiften van erfgenamen en de afschriften van akten van uitersten wil worden daarenboven door hem nagezien in het opzicht van de rechten, daarin aan de erfgenamen en legatarissen toegekend.

AFDEELING III.

Maatregelen geschikt om de vereenzelving der partijen en der overgedragen of bezwaarde goederen te verzekeren. — Bepalingen tot bekrachtiging.

ART. 31.

In elk hypotheekkantoor wordt een grondkadaster ingesteld, met hetwelk het analytisch register in overeenstemming wordt gehouden onder het bestuur van den bewaarder.

Te rekenen van de teboekstelling, waarvan sprake is in de artikelen 33 en 34, moeten eene perceelsgewijze schets en een proces-verbaal van grensscheiding of afpaling neergelegd worden te gelijker tijd als elke titel houdende wijziging van grensscheiding.

ART. 32.

Il sera formé, par commune et par section, une table parcellaire dont les pages, divisées en colonnes, indiqueront, pour chaque parcelle, le numéro, la contenance, l'article du cadastre, une référence au plan cadastral, les inscriptions hypothécaires existantes.

Elles mentionneront aussi, le cas échéant, tant les numéros d'origine des diverses parcelles que les numéros nouveaux qui leur seraient successivement donnés pour quelque cause que ce soit.

ART. 33.

Il sera procédé à une immatriculation générale des immeubles par l'inscription à son feuillet analytique du procès-verbal relatif à chaque propriétaire.

Cette immatriculation générale sera terminée endéans un délai de cinq ans à dater de la mise en vigueur de la présente loi.

ART. 34.

Tout propriétaire foncier pourra faire procéder à l'immatriculation de ses immeubles avant l'expiration du délai pré-indiqué, en produisant, notamment : son extrait de naissance et, s'il y a lieu, son contrat de mariage ou l'expédition du jugement qui a prononcé la séparation de biens; ses titres de propriété, les certificats hypothécaires, les croquis parcellaires; les procès-verbaux d'arpentage et de délimitation ou de bornage et la justification de l'accomplissement des formalités qui seront prescrites pour l'immatriculation générale.

En cas d'opposition formée par un tiers à la demande d'immatriculation, la contestation sera portée devant le tri-

ART. 32.

Er wordt per gemeente en per wijk eene perceelsgewijze tabel opgemaakt, waarvan de bladzijden, in kolommen verdeeld, voor elk perceel aanduiden : het nummer, de oppervlakte, het artikel van het kadaster, eene verwijzing naar het kadastraal plan en de bestaande hypothecaire inschrijvingen.

Bij voorkomend geval, vermelden zij ook, zoowel het oorspronkelijk nummer der verschillende perceelen als de nieuwe nummers die hun achtereenvolgens, om welke reden ook, gegeven werden.

ART. 33.

Er zal worden overgegaan tot eene algemeene teboekstelling van de onroerende goederen door inschrijving van het proces-verbaal betrekkelijk elken eigenaar op dezes analytisch blad.

Deze algemeene teboekstelling moet voltrokken zijn binnen den tijd van vijf jaar te beginnen van het in werking treden van deze wet.

ART. 34.

Elke grondeigenaar mag tot de teboekstelling zijner onroerende goederen doen overgaan vóór het verstrijken van hooger gemelden termijn, mits hij overlegt : een uittreksel uit zijne geboorteakte, en, bij voorkomend geval, zijn huwelijkscontract of het afschrift van het vonnis waardoor de scheiding van goederen werd uitgesproken; zijne titels van eigendom, de hypothecaire getuigschriften, de perceelsgewijze schetsen; de processen-verbaal van afmeting en van grensscheiding of afpaling en het bewijs dat de formaliteiten, bevolen voor de algemeene teboekstelling, werden nagelcefd.

Verzet een derde persoon zich tegen de aanvraag om teboekstelling, dan wordt het geschil onderworpen aan de

bunal de première instance de la situation des biens et jugée comme en matière sommaire.

ART. 35.

L'immatriculation sera opérée d'office et aux frais de tout propriétaire en retard de se conformer aux prescriptions de l'arrêté royal à intervenir.

ART. 36.

Les biens ayant fait l'objet d'un procès-verbal d'immatriculation seront purgés de tous privilèges, hypothèques et éventualités résolutoires que ce procès-verbal ne révélera pas.

ART. 37.

Les actes et jugements transmissifs, déclaratifs ou constitutifs de droits réels immobiliers, les déclarations d'héritiers, les bordereaux d'inscription et les mémoires de transfert doivent mentionner : 1° l'état-civil des parties, héritiers ou légataires, et plus spécialement la date et le lieu de leur naissance; 2° éventuellement leur régime matrimonial, la date de leur contrat de mariage et le nom du notaire qui l'a reçu; 3° la désignation cadastrale des biens visés; 4° le titre du précédent propriétaire.

ART. 38.

Un extrait cadastral doit être annexé à tout acte transmis de droit réel immobilier et reproduit à la suite de l'expédition déposée à fin de publicité.

rechtbank van eersten aanleg binnen, welker gebied de goederen gelegen zijn en berecht zonder inachtneming van de gewone procedure.

ART. 35.

De teboekstelling wordt ambtshalve gedaan, op de kosten van elken eigenaar die in gebreke blijft zich te gedragen aan de bepalingen van het te nemen koninklijk besluit.

ART. 36.

De goederen, die worden vermeld in een proces-verbaal van teboekstelling, zijn gezuiverd van al de in dit proces-verbaal niet bekend gemaakte voorrechten, hypotheeken en mogelijke gevallen van vernietiging.

ART. 37.

De akten en vonnissen, waardoor zake-lijke rechten op onroerende goederen worden overgedragen, verklaard of gevestigd, de aangiften van erfgenamen, de bordereelen van inschrijving en de memorialen van overdracht moeten vermelden :

1° den burgerlijken stand der partijen, erfgenamen of legatarissen en, inzonderheid, den dag en de plaats hunner geboorte;

2° bij voorkomend geval, hun huwelijksstelsel, den datum van hun huwelijkscontract en den naam van den notaris voor wien het werd gesloten;

3° de kadastrale aanwijzing van de bedoelde goederen;

4° den titel van eigendom van den vorigen eigenaar.

ART. 38.

Een uittreksel uit het kadaster moet aan elke akte van overdracht van zake-lijk recht op onroerend goed worden gehecht en opgenomen als vervolg op het afschrift dat wordt neergelegd met het oog op de openbare bekendheid.

ART. 39.

Copie des extraits de naissance des parties, héritiers ou légataires, doit être transcrite à la suite de l'expédition des actes et jugements soumis à la publicité hypothécaire.

ART. 40.

Les notaires, greffiers et secrétaires d'administrations publiques qui omettent dans les actes et jugements, bordereaux d'inscription, mémoires de transfert et déclarations d'héritiers, visés par la présente loi, soit la désignation cadastrale des biens, soit la date et le lieu de naissance des parties, héritiers ou légataires, sont passibles d'une amende de vingt-cinq francs par contravention, sans préjudice à tous dommages-intérêts, s'il y a lieu.

Ils sont passibles d'une amende de dix francs par jour de retard à défaut de dépôt, à fin de publicité, dans le mois de sa date, de tout acte translatif ou déclaratif de droit immobilier et, dans le mois de la date où il se trouvera coulé en force de chose jugée, de tout jugement susceptible de publicité hypothécaire.

La même pénalité s'applique aux notaires en retard de déposer, dans le mois de leur réception, les extraits de contrats de mariage et les expéditions de déclarations d'héritiers, et, dans les trois mois du décès, les expéditions de testaments portant institution universelle passés devant eux ou dont ils auraient été constitués dépositaires.

ART. 39.

Eene kopie van de uittreksels uit de geboorteakten der partijen, erfgenamen of legatarissen, moet worden overgeschreven achteraan het afschrift van de akten en vonnissen die aan hypothecaire openbare bekendheid zijn onderworpen.

ART. 40.

De notarissen, griffiers en secretarissen van openbare besturen die in de akten en vonnissen, bordereelen van inschrijving, memorialen van overdracht en aangiften van erfgenamen, bij deze wet bedoeld, hetzij de kadastrale aanwijzing der goederen, hetzij den geboortedag of de geboorteplaats der partijen, erfgenamen of legatarissen weglaten, worden gestraft met eene boete van 25 frank voor elke overtreding, onverminderd schadevergoeding, zoo daartoe reden bestaat.

Zij kunnen gestraft worden met eene boete van 10 frank, voor elken dag vertraging, wanneer zij nalaten neer te leggen, om te worden openbaar gemaakt, binnen de maand harer dagteekening, elke akte waardoor een recht op onroerend goed wordt overgedragen of toegekend, en, binnen de maand van den dag waarop het in kracht van gewijsde is gegaan, elk vonnis dat vatbaar is voor hypothecaire openbare bekendheid.

Dezelfde straf wordt toegepast op de notarissen die in gebreke blijven neer te leggen, binnen de maand na hunne ontvangst, de uittreksels uit de huwelijkscontracten en de afschriften der aangiften van erfgenamen, en, binnen drie maanden na het overlijden, het afschrift der testamenten, houdende algemeene uiterste wilsbeschikking, die voor hen werden verleden of hun in bewaring werden gegeven.

CHAPITRE II.

Renseignements hypothécaires. —
Forme des réquisitions et des cer-
tificats. — Communication à vue
des documemts de publicité.

ART. 41.

Les dispositions suivantes sont ajou-
tées à l'article 127 de la loi du 16 décem-
bre 1851 :

Les conservateurs peuvent être requis
de délivrer des états de charges et des
relevés d'actes soit généraux soit spé-
ciaux.

Ces relevés sont délivrés sous forme
de tableau, sauf réquisition contraire.

Les conservateurs peuvent également
être requis de délivrer, par colonnes, des
relevés généraux de ventes publiques
immobilières pour une période ou une
catégorie de biens déterminées dans la
réquisition.

ART. 42.

A partir de l'immatriculation, les con-
servateurs ne seront tenus de délivrer des
états de charges, relevés de mutations
immobilières ou copies littérales des
titres concernant des personnes y dé-
nommées, que si les demandes mention-
nent la date et le lieu de la naissance de
celles-ci et l'indication exacte de leurs
nom, prénoms et domicile, sans altéra-
tion, intervention ou omission.

Les réquisitions relatives à des immeu-
bles déterminés n'en doivent contenir
que la désignation cadastrale.

ART. 43.

La délivrance des renseignements hypo-
thécaires ne pourra, à partir de l'imma-

HOOFDSTUK II.

Hypothecaire inlichtingen. — Vorm der
aanvragen en der getuigschriften.
— Mededeeling ter inzage van de
bewijsstukken van openbare be-
kendheid.

ART. 41.

De volgende bepalingen worden toege-
voegd aan artikel 127 der wet van 16 De-
cember 1851 :

De bewaarders kunnen verzocht wor-
den om, hetzij algemeene, hetzij bijzon-
dere staten van lasten en opgaven van
akten af te leveren.

Deze opgaven worden afgeleverd onder
den vorm van eene tabel, tenzij het
tegendeel wordt verzocht.

Van de bewaarders kan insgelijks
gevorderd worden dat zij, in kolommen,
algemeene opgaven verstrekken van open-
bare veilingen van onroerende goederen
voor een tijdperk of voor eene reeks van
goederen in de vordering bepaald.

ART. 42.

Te rekenen van de teboekstelling, zijn
de bewaarders slechts gehouden staten
van lasten, opgaven van overgang van
onroerende goederen of letterlijke af-
schriften van titels betreffende daarin
genoemde personen af te leveren, wanneer
de aanvragen vermelden den datum en
de plaats van dezer geboorte, alsook, op
nauwkeurige wijze, hunnen naam, hunne
voornamen en wettige woonplaats, zonder
verandering, verplaatsing of weglating.

De aanvragen betreffende bepaalde
onroerende goederen moeten daarvan
enkel de kadastrale aanwijzing bevatten.

ART. 43.

Het afleveren van de hypothecaire
inlichtingen mag, te rekenen van de

triculation, être différée au delà de cinq jours, en ce non compris celui de la remise de la demande.

Il n'y aura éventuellement d'exception à cette règle que pour les copies littérales, dont la délivrance devra s'effectuer endéans un délai calculé sur le pied de douze rôles par jour.

ART. 44.

Toute personne intéressée à connaître la situation d'un propriétaire inscrit au livre analytique et au cadastre foncier peut obtenir la communication à vue de ces documents, sur remise d'une réquisition écrite.

CHAPITRE III.

Règles spéciales aux radiations et aux subrogations.

ART. 45.

Le conservateur ne peut réclamer, pour auvegarder sa responsabilité dans les opérations de subrogation ou de radiation volontaire, que les justifications de qualité et de capacité des parties consentantes ne résultant pas des annotations préexistantes à leur feuillet analytique.

ART. 46.

La radiation du privilège de la séparation des patrimoines, requise conformément à l'article 39 de la loi du 16 décembre 1851, s'opère sur le seul consentement des parties qui ont fait procéder à son inscription.

teboekstelling, niet langer dan vijf dagen worden uitgesteld, daarin niet begrepen de dag van de overhandiging der aanvraag.

Op dezen regel wordt slechts, bij voorkomende gelegenheid, eene uitzondering gemaakt voor de letterlijke copieën die moeten afgeleverd worden binnen eenen termijn berekend op den voet van twaalf rollen daags.

ART. 44.

Elke persoon die er belang bij heeft den toestand te kennen van eenen eigenaar, ingeschreven op het analytisch register en op het grondkadaster, kan, tegen aflevering van eene geschreven vordering, de inzage van die stukken bekomen.

HOOFDSTUK III.

Bijzondere regelen voor de doorhalingen en de overdrachten van rechten op een ander.

ART. 45.

Tot het vrijwaren van zijne verantwoordelijkheid in de verrichtingen van subrogatie of vrijwillige doorhaling, kan de bewaarder enkel eischen dat het bewijs worde verstrekt van de hoedanigheid en de bevoegdheid der toestemmende partijen, niet voortspruitende uit de aantekeningen bestaande vóór haar analytisch blad.

ART. 46.

De doorhaling van het voorrecht van scheiding der boedels, gevorderd overeenkomstig artikel 39 der wet van 16 December 1851, gebeurt op eenvoudige toestemming der partijen die tot hare inschrijving deden overgaan.

ART. 47.

En cas de rupture d'un projet de mariage ayant donné lieu à un contrat anténuptial susceptible de publicité hypothécaire, l'inscription qui en a été requise est radiée sur la production d'un acte notarié constatant la résiliation des conventions matrimoniales ou d'un jugement rendu sur requête, en chambre du conseil, par le tribunal du domicile de la partie la plus diligente.

CHAPITRE IV.**Dispositions générales.****ART. 48.**

Un arrêté royal déterminera les mesures d'exécution de la présente loi.

ART. 49.

Les dispositions des lois actuellement en vigueur sont abrogées dans la mesure où elles sont en opposition avec les dispositions de la présente loi.

CHAPITRE V.

Disposition additionnelle à la loi du 15 août 1854 sur l'expropriation forcée.

ART. 50.

L'exploit de saisie non suivi d'exécution endéans les cinq ans à dater de sa transcription est frappé de péremption et cesse de faire obstacle à la transcription d'une saisie subséquente.

ART. 47.

In geval van verbreking van een voorgenomen huwelijk, dat aanleiding had gegeven tot een contract het huwelijk voorafgaande en onderhevig aan hypothecaire openbare bekendheid, wordt de daarvan gevorderde inschrijving geschrapt na overlegging van eene notarieele akte, de vernietiging vaststellende van de huwelijksche voorwaarden, of van een vonnis gewezen op request, in de raadskamer, door de rechtbank der wettige woonplaats van de eerst vorderende partij.

HOOFDSTUK IV.**Algemeene bepalingen.****ART. 48.**

De maatregelen tot uitvoering dezer wet zullen bepaald worden bij koninklijk besluit.

ART. 49.

De bepalingen der thans van kracht zijnde wetten worden afgeschaft voor zooveel zij in strijd zijn met de bepalingen dezer wet.

HOOFDSTUK V.

Bepaling toegevoegd aan de wet van 15 Augustus 1854 op de gedwongen onteigening.

ART. 50.

Wordt zij binnen vijf jaren na de overschrijving niet ten uitvoer gelegd, dan vervalt de inbeslagneming en belet zij niet langer de overschrijving eener latere inbeslagneming.